

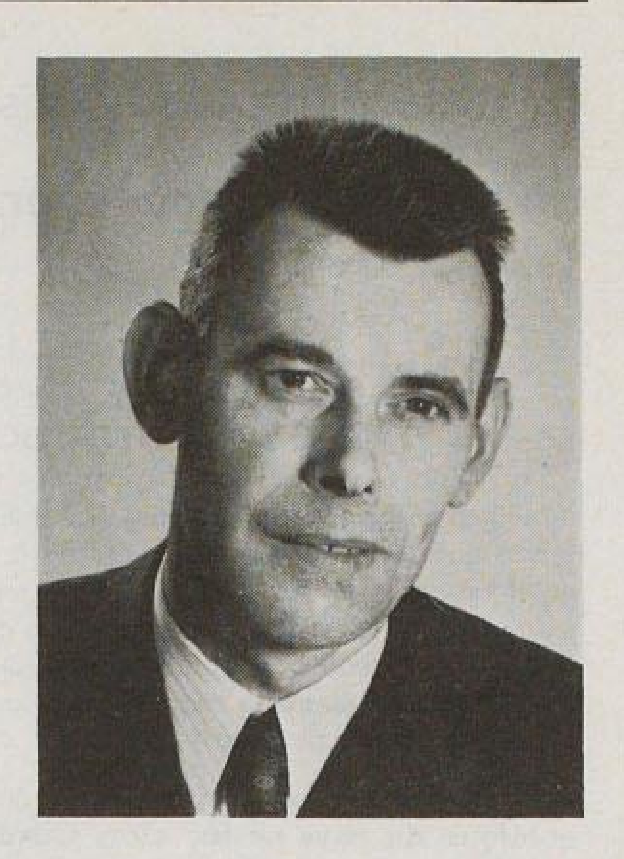
Françaises
Français

DES CANTONS

D'ARMENTIÈRES

QUESNOY-SUR-DEULE

TOURCOING-NORD



Aidez Maurice SCHUMANN à défendre et à étendre la paix

Après avoir été le Ministre des Affaires Sociales du Général de Gaulle, je suis depuis quatre ans le Ministre des Affaires Etrangères de Georges Pompidou. Si j'ai pu d'un bout à l'autre du monde,

- faire entendre la voix de la France,
- prendre une part essentielle, d'abord à l'achèvement, puis à l'élargissement de l'Europe Economique, ensuite à la construction de l'Europe Politique,
- assumer dans le rétablissement de la paix au Viet-Nam un rôle personnel que toutes les parties ont publiquement souligné,

je le dois à la confiance que vous m'avez douze fois accordée.

Quand je me trouve en présence de MAO TSE TOUNG, de NIXON ou de BREJNEV, je n'oublie jamais que je ne serais rien sans les Françaises et les Français des cantons d'ARMENTIÈRES, de QUESNOY-SUR-DEULE et de TOURCOING-NORD auxquels je suis redevable de tous mes mandats.

C'est pourquoi, si lourd que soit le poids de mes responsabilités, si nombreux que puissent être les voyages auxquels je suis astreint, j'ai pour règle de revenir chaque semaine parmi vous, de tenir régulièrement des permanences, d'échanger 400 lettres par mois avec les élus municipaux et la population de nos 21 communes, d'être présent à toutes les réunions du Conseil Municipal auquel j'ai l'honneur d'appartenir.

Mais c'est aussi pourquoi je me sens en droit de vous lancer aujourd'hui un appel amical :

En raison des responsabilités internationales que j'assume grâce à vous, le résultat du scrutin dans la 10me circonscription du Nord revêtira en 1973 une importance exceptionnelle; plus vous serez nombreux à porter vos suffrages sur le nom du Ministre des Affaires Etrangères, plus la France aura d'autorité morale et de crédit pour conduire et poursuivre partout dans le monde, et d'abord en Europe, sa politique de détente, d'entente et de coopération au service de la paix.

Il n'est pas de vocation plus digne d'une région frontière qui a tant souffert de l'invasion et de la guerre.

Je crois donc devoir vous mettre en garde contre le péril majeur : la dispersion des voix. S'il s'agissait d'élire un maire ou un Conseiller Général, je comprendrais fort bien que vous vouliez, le 4 mars, donner un gage de sympathie à tel ou tel de mes concurrents auxquels je ne refuse certes pas mon estime personnelle. Mais, aujourd'hui, l'enjeu est trop grave et le risque trop grand pour que l'hésitation soit permise.

Car il ne suffit pas d'approuver - comme le font la majorité des Français - notre politique d'indépendance au service de la construction européenne et de la paix. Il faut encore en vouloir les trois conditions : l'essor de l'économie; la continuité des institutions démocratiques; l'accélération du progrès social, c'est-à-dire non pas seulement une plus juste répartition des fruits de l'expansion, mais aussi la construction concertée d'une nouvelle société.

L'ESSOR DE L'ECONOMIE

Jamais la France n'a autant changé qu'au cours des dix dernières années. En janvier, l'Institut Soviétique pour les Relations Economiques Internationales et le Hudson Institute que dirige le Professeur Hermann Kahn, le plus célèbre des économistes américains, ont simultanément publié deux études identiques : la France, qui est déjà le quatrième exportateur du monde, sera, en 1990, la troisième puissance économique; la croissance de notre production industrielle (7,1%) est la plus forte du monde, exception faite du Japon.

Regardons la vallée de la Lys. Pourquoi y avait-il le 1er janvier, 63 chômeurs secourus à ARMENTIERES, 41 à HALLUIN et 6 à COMINES? Le plein emploi - qu'il faut préserver et qui va être consolidé par l'accélération de la formation professionnelle des jeunes et de la formation permanente - a-t-il été acquis sans initiative et sans effort? Certes non. En février 1967, j'ai obtenu le classement en Zone III des cantons d'Armentières, Tourcoing-nord et de Quesnoy-sur-Deûle. Il s'est trouvé des municipalités dynamiques pour saisir cette chance au vol. C'est ainsi qu'a commencé un mouvement d'installation, de rachat ou de transformation d'entreprises industrielles qui s'accélèrera si nous ne nous écartons pas du chemin qui a conduit la France à la prospérité. Certains de mes concurrents avaient cru pouvoir contester la mesure prise en 1967 pour la seule raison qu'elle était le fruit de mes efforts (je n'avais d'ailleurs fait que mon devoir en la demandant et en l'obtenant). Ils auront aujourd'hui, je veux le croire, reconnu leur erreur involontaire.

Démocrates (chrétiens, libéraux, socialistes)

Il sera trop tard dans quelques jours pour sauver vos libertés si les dirigeants communistes - même entourés d'otages - ont pris en main les leviers de commande

---

LA CONTINUITÉ DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES

Les faux intellectuels opposent la continuité au changement. Ils vous trompent. Les Francais n'étaient, il y a quinze ans, ni moins intelligents ni moins travailleurs que maintenant. Mais, si les mêmes qualités permettent aujourd'hui cette transformation de la France que les Soviétiques et les Américains décrivent en termes identiques, c'est parce que la stabilité des institutions, assurée par un Président de la République que les Français choisissent eux-mêmes, a remplacé les crises ministérielles permanentes que mon ami Pierre PFLIMLIN, porte-parole clairvoyant des vrais centristes, décrivait ainsi en 1958 : "Trois fois en moins d'un an, l'effort de la Nation a été contrarié par trois crises ministérielles. Sur douze mois, la République est restée trois mois sans direction, sans politique, en un temps où le rythme de l'histoire s'accélère, dans un monde qui a cessé d'attendre nos décisions pour se déterminer. La dégradation de nos institutions menace la République dans son existence.

La preuve en est, d'ailleurs, que l'expansion n'a été gravement menacée qu'en 1968, à la suite des désordres de mai. **La vie économique du pays ne fut alors sauvée que par l'existence de l'artisanat, de la petite et moyenne entreprise, du petit et moyen commerce, ce qui nous crée - comme le gouvernement vient de le souligner par le dépôt de deux projets de loi dont les modalités seront déterminées après consultation des organisations professionnelles - des devoirs particuliers envers eux.**

A ce propos, il est bon de ne pas oublier que les prix, au moment où M. PFLIMLIN lançait son lucide avertissement, venaient de monter de 19% en six mois, alors qu'ils étaient à peu près stables dans les autres pays.

Il est parfaitement vrai que nous n'avons pas échappé, en 1972, aux atteintes d'une inflation dont toute l'Europe a souffert. Du moins - au moment où la lutte contre ce mal redoutable, générateur des pires injustices, était engagée par la Communauté Européenne sur l'initiative de la France - le pouvoir d'achat (salaires horaires) avait-il malgré tout augmenté de 5% selon les statistiques syndicales.

Mais il n'en est que plus urgent de viser - ce que nous ne pourrions pas faire si les deux premiers n'étaient pas atteints - le troisième et le plus important de nos buts :

L'ACCÉLÉRATION DU PROGRÈS SOCIAL PAR L'AVÈNEMENT PACIFIQUE D'UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

Il y a exactement 25 ans, le 9 avril 1948, le socialiste, humaniste et démocrate, Léon BLUM déclarait dans son fameux discours de Stresa : "la démocratie a éveillé une conscience sociale. Elle a permis une modification, une amélioration presque continue des conditions d'existence. Elle a été le commencement et elle reste la condition de l'émancipation des travailleurs".

Quand ces paroles furent prononcées, il y a un quart de siècle, aucune législation sociale ne protégeait notre paysannerie ; il en allait presque de même du commerce et de l'artisanat ; il n'y avait ni SMIC, ni mensualisation, ni retraite complémentaire, ni assurance chômage, ni système de formation professionnelle des jeunes travailleurs, ni droit syndical dans l'entreprise (loi Maurice SCHUMANN, votée en 1968 par l'unanimité du Parlement), ni ajustement régulier du minimum des pensions versées aux "anciens" (qui a été relevé de 23% l'an dernier), ni acheminement vers le droit à la retraite à 60 ans, qui sera généralisé sous la prochaine législature.

Pour aller plus loin, c'est-à-dire pour ajouter à la correction des inégalités la participation aux responsabilités de l'économie, faut-il sacrifier les droits de l'homme, ce qui serait le résultat inévitable de l'arrivée au pouvoir des chefs communistes qui, partout où ils se sont imposés ont détruit les libertés et s'empresseraient, s'ils devenaient les maîtres chez nous, de supprimer F.O., la C.F.D.T. et la C.F.T C. au profit d'un syndicat unique, et les partis politiques au profit d'un parti unique ?

Il y a quelques années, Guy Mollet, Secrétaire Général de la S.F.I.O., déclarait à Suresnes devant le 52me Congrès du Parti Socialiste : "Les chefs communistes ? Ce qu'ils veulent, en réalité, je vais vous le dire : j'étais à Prague le jour où ils ont porté un coup mortel à la République Tchécoslovaque. En quelques heures, alors que le Parti Communiste était minoritaire et que l'Armée Rouge n'était pas stationnée sur son sol, un peuple profondément attaché à sa liberté a été réduit en esclavage. Berlin-Est, Budapest. L'histoire est trop claire. On nous demande de la récrire ? Jamais..."

Depuis lors, les dirigeants socialistes ont commis la folie de s'engager à ne pas prendre le pouvoir sans les communistes. En d'autres termes, voter pour le parti de M. Mitterrand veut dire qu'on remet deux ou trois leviers de commande - en attendant qu'il s'empare de tous les autres - au parti de M. Marchais.

Au fond d'eux-mêmes, les socialistes savent parfaitement que l'application de ce pacte démentiel - dont ils sont devenus les otages ou les prisonniers - ne tarderait pas à les conduire dans les camps de concentration.

Notre force morale est de leur dire : "En soutenant le combat décisif dont la charge et l'honneur nous incombent, nous défendons et sauvons aussi VOS libertés".

Françaises, Français de la vallée de la Lys, ne laissez pas la dispersion des voix, la fatale division des suffrages, affaiblir la cause de ceux qui refusent "la suppression de toute démocratie".

Car il faut que la voix de la France garde l'autorité nécessaire à l'union de l'Europe et au service de la paix.

Car il faut que la justice sociale et familiale s'épanouisse dans le respect de toutes les libertés.

Maurice SCHUMANN
Ministre des Affaires Etrangères
Compagnon de la Libération

Michel PACAUX
Maire de Frelinghien - Conseiller de la Communauté Urbaine
Militant Syndicaliste - Artisan-Commerçant

printed in france. debrez frères 59560 comines